

députés ne sont peut-être pas du tout d'accord avec nous au sujet de la composition de ce conseil. Cet aspect a été soulevé il y a deux mois par le député de Lisgar (M. Murta) qui est le porte-parole officiel de l'opposition conservatrice en matière de multiculturalisme. Si l'on me fait part de critiques justifiées, je les aborderai dans un esprit raisonnable. Il nous faut en arriver à un accord général sur le sujet.

• (1740)

Deuxièmement, au sujet des chaires ethniques, comme on les appelle maintenant, je crois qu'il en existe six au Canada, et le Conseil du Trésor nous autorise à en créer une par année, effort que certains jugent insuffisant. Mais cela coûte très cher, comme l'a dit le député, car il s'agit pour le gouvernement de mettre environ \$300,000 en dépôt de sorte que les fonds réunis avec le montant correspondant souscrit par les diverses communautés ethniques intéressées produisent suffisamment d'intérêts pour assurer la permanence de cette chaire.

Je crois comprendre maintenant qu'une telle chaire coûte en réalité un demi million de dollars, ce qui représente un effort accru, sans parler du fait qu'on envisage d'en créer deux par année. C'est une question que je prends sérieusement en considération. Je le répète, je serai heureux d'entendre les observations des députés à l'occasion de l'étude de la loi sur le multiculturalisme lorsque nous en serons saisis, particulièrement à l'étape de son étude en comité.

Le président suppléant (M. Corbin): Questions, observations?

[Français]

M. Gimaïel: Monsieur le Président, le ministre n'est pas sans savoir que...

[Traduction]

M. Forrestall: Qu'est-ce qui se passe?

Le président suppléant (M. Corbin): J'entends des observations au sujet du temps réservé aux questions et commentaires. Il expirera à 17 h 43 exactement. La parole est au député du Lac-Saint-Jean (M. Gimaïel).

[Français]

M. Gimaïel: Monsieur le Président, je conseillerais au whip adjoint de l'opposition de s'acheter de bonnes lunettes, cela l'aiderait dans son travail.

Monsieur le ministre sait probablement que mon père était d'origine libanaise, et c'est un groupe fortement canadien, les Canadiens d'origine libanaise sont très impliqués dans divers domaines, et ont tout de même un attachement très fort pour leur culture. Au sujet du discours du trône qui a été prononcé à la Chambre dernièrement, est-ce que le ministre serait à même de nous donner la philosophie de son ministère vis-à-vis du développement culturel des divers groupes tels les franco-libanais ou les Canadiens libanais dans le sens des Canadiens qui demeurent ici et qui sont d'origine libanaise ou de naissance libanaise, et est-ce que dans le discours du trône des éléments ont été présentés par son ministère ou par lui-même dans le sens de la philosophie globale d'attache à la culture antérieure de ces groupes et de ces gens?

M. Collenette: Monsieur le Président, nous avons mentionné dans le discours du trône des choses générales, philosophiques si l'on veut, et il y a d'autres choses, comme les changements à

la loi sur la citoyenneté, qui sont substantielles, mais je pense que l'on a conseillé le député de soulever ce point dans le débat sur le projet de loi sur le multiculturalisme, et peut-être partager le point de vue de tous les députés sur ce point.

[Traduction]

M. Otto Jelinek (Halton): Monsieur le Président, c'est avec des sentiments contradictoires que j'interviens de nouveau à la Chambre pour prendre part au débat sur l'Adresse en réponse au discours du trône. Cela d'une part parce que le discours du trône est censé faire connaître aux Canadiens les intentions du gouvernement pour la nouvelle session du Parlement. Il constitue parfois un indice des bonnes choses, voire des mauvaises, qui nous attendent. D'autre part parce que, quand on examine les promesses libérales exposées dans les discours du trône précédents, on ne peut qu'aborder celui-ci avec circonspection.

Voici maintenant plus de dix ans que je siége à la Chambre. La première fois que j'ai pris part au débat sur le discours du trône, c'était avec beaucoup d'enthousiasme face aux nombreuses promesses du programme libéral de gouvernement. J'ai donc fait bon accueil à certains des engagements contenus dans le discours du trône de 1972 pour finir par déchanter car 99 p. 100 des promesses contenues dans ce discours-là et ceux qui ont suivi n'ont tout simplement pas été tenues.

On a donc tôt fait de revenir au dernier discours du trône d'il y a trois ans et demi, après une session d'une durée sans précédent qui aurait certes donné suffisamment de temps au gouvernement pour mettre en œuvre les programmes qu'il nous avait promis. Dans le discours de 1980, les libéraux avaient en effet promis:

... d'élaborer des politiques économiques propres à créer des emplois, stimuler la croissance, améliorer l'équilibre entre les régions, et permettre aux Canadiens d'avoir la propriété et le contrôle de leur économie.

Le Canada a connu la pire récession depuis la Grande crise. Le budget de novembre 1981 a miné notre économie déjà chancelante et notre performance économique générale a classé le Canada au dernier rang des douze pays membres de l'OCDE.

Le discours du trône de 1980 promettait également:

... de maintenir les politiques de restriction des dépenses (...) et de réduire le déficit fédéral d'une façon progressive et ordonnée.

Nous savons tous que le déficit est passé de 12.6 milliards à 31 milliards de dollars. Cette semaine même, le vérificateur général affirmait que le gouvernement cachait des milliards de dollars. Je pourrais énumérer des dizaines de promesses précises que le gouvernement a faites il y a trois ans et demi et qu'il n'a pas tenues. Comment débattre de ce discours du trône sérieusement, alors qu'on sait très bien à quoi s'en tenir, monsieur le Président? Si le gouvernement présentait, sous forme de projet de loi, des programmes utiles et réalistes, nous, de ce côté-ci de la Chambre, les appuierions.

Notre parti est d'accord avec certaines des propositions contenues dans le discours, dont la recherche de la paix mondiale. Qui n'est pas en faveur d'un tel objectif? Voilà des années que nous en parlons. J'en parle depuis que je me suis échappé de la Tchécoslovaquie communiste en 1948. Rien de neuf, nous appuyons tous la paix mondiale. Bien sûr nous sommes également en faveur de l'augmentation du supplément de revenu garanti pour 700,000 retraités vivant seuls. Nos critiques en matière de questions sociales prônent cette augmentation depuis des années aussi.